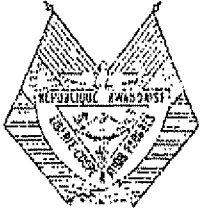


REPUBLIQUE RWANDAISE

Kigali, le 05 MAI 1992



LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Son Excellence Monsieur Jean-Luc DEHAENE  
Premier Ministre du Royaume de Belgique

BRUXELLES.

Monsieur le Premier Ministre,

Il me tient à coeur de Vous mettre au courant de principaux éléments nouveaux intervenus au Rwanda depuis un certain tem

Pour commencer, j'aimerais Vous dire mes sentiments de profonde gratitude pour l'appui si important dont mon pays bénéficie de la part du Royaume de Belgique, spécialement en ces temps si durs, appui que le peuple rwandais apprécie à sa juste valeur.

Mon propos aujourd'hui est justement de Vous démontrer que le soutien du Gouvernement belge à la cause de mon pays a facilité, entre bien d'autres choses, l'avancement de plusieurs dossiers nationaux auxquelles le Gouvernement rwandais et moi-même étions pleinement attelés, convaincus de leur justesse.

Ainsi, l'aggiornamento politique, annoncé comme une priorité de la présente législature, le 15 janvier 1989 déjà, s'est poursuivi résolument malgré la guerre et les tensions internes par elle créées: la révision de la Constitution, le 10 juin 1991, légitimant d'une manière cohérente le pluralisme politique, a ainsi fait naître, jusqu'à présent, quatorze formations politiques, agréées et opérationnelles, qui se disputeront les faveurs de l'électorat dans un délai ne dépassant pas douze mois, selon l'accord établi entre les principales formations politiques.

Tous les préparatifs à l'entrée complète dans l'ère du pluralisme politique intégral ayant été mis en place, y compris les textes légaux portant amnistie à l'intérieur et à l'extérieur, enlevant ainsi tous obstacles éventuels à l'exercice des droits civiques liés à la participation politique, la gestion de la période de transition, menant aux élections, et que j'ai voulue, comme d'emblée je l'ai affirmé publiquement à plusieurs reprises, concertée et partagée entre les principales

En effet, j'ai désigné début avril un nouveau Premier Ministre, représentant le principal parti d'opposition, et qui vient de composer un gouvernement de coalition composé des cinq partis politiques les plus importants. La prestation de serment de ce nouveau gouvernement de coalition a eu lieu le 16 avril.

La cohésion nationale face à l'agresseur du pays sera ainsi renforcée; elle permettra aussi de resserrer les rangs sur le front économique.

La cohésion nationale encore plus évidente, grâce à ce nouveau gouvernement de coalition, permettra de confondre, j'espère, définitivement les amalgames criminels faits par les agresseurs de mon pays entre d'une part la compétition politique, favorisée grâce au multipartisme à l'intérieur du pays, et d'autre part les visées hégémoniques de l'agresseur extérieur, au service des causes troubles du Président ougandais, en entretenant diaboliquement la confusion avec "l'opposition" intérieure.

Ce nouveau gouvernement véritablement de coalition devra permettre de faire taire ces mensonges et de renforcer l'action des pays amis du Rwanda par des pressions décidées et décisives sur l'Ouganda en faveur de l'arrêt de son soutien aux agresseurs, soutien devenant de plus en plus actif par la participation directe accrue de l'armée ougandaise officielle. Ce nouveau gouvernement devra aussi permettre de renforcer notre action sur le front économique.

Pour ce qui est de la guerre, son évolution a pris aujourd'hui une forme double: d'un côté, des infiltrations de groupes armés, à la faveur de la nuit, pour terroriser la population, voler, piller, tuer et même attaquer les centres d'hébergement des personnes déplacées, en provoquant d'indescriptibles souffrances, et de l'autre côté, bombardements réguliers, meurtriers, à partir de l'Ouganda, sur une bande frontalière d'environ 3 - 5 km, ces bombardements se faisant avec des roquettes à têtes multiples, et d'autres équipements nous apparaissant de plus en plus sophistiqués et puissants.

Cette nouvelle tournure prise par la guerre nous amène à redéfinir nos besoins logistiques actuels et futurs, en matière de défense nationale.

1

Pour ce qui est de la situation économique, il n'est guère étonnant de voir que les performances économiques n'ont pas tenu leurs promesses, puisqu'une partie de nos maigres ressources devaient être affectées aux dépenses garantissant l'intégrité nationale, c'est-à-dire, la survie de mon pays.

Etant donné que, contrairement à ce qui semble se passer dans le pays d'où émanent les attaques contre le Rwanda, l'économie rwandaise est seule à faire face à l'effort de guerre, préférant jouer la transparence, en mettant tous les éléments sur table, les dépenses militaires destinées à la seule défense territoriale du Rwanda qui n'a jamais porté la guerre à qui que ce soit, ont évidemment dépassé les prévisions fondées sur l'hypothèse optimiste d'une fin rapide de cette agression d'un autre âge.

Mon gouvernement a fait de son mieux pour respecter ses engagements dans le cadre du programme d'ajustement structurel signé avec les Institutions de Bretton Woods, toutes les autres dépenses publiques étant parfaitement restées dans les limites prévues. Des mesures énergiques ont été prises pour réduire encore plus certaines dépenses courantes et exclure toute récurrence d'arriérés impayés.

Il est ainsi de la plus haute importance pour le Rwanda que les bailleurs de fonds de Bretton Woods continuent à soutenir ce programme d'ajustement structurel, convaincus de sa réussite finale. Dès que la guerre se sera arrêtée, un plan de démobilisation sera mis en place afin de réduire rapidement et systématiquement les dépenses militaires.

Voilà les principaux éléments, Monsieur le Premier Ministre, que j'ai jugés dignes d'être portés à Votre connaissance.

Comme Vous pouvez le constater, la persistance de cette guerre de malheur est la cause de la quasi totalité des problèmes du Rwanda, que ce soient les tensions de toutes sortes qui ne peuvent qu'ajouter à l'insécurité dans mon pays, les calculs politiques ambigus cherchant à tirer avantage des tentatives de destabilisation lancées par l'ennemi et qui se manifestent de plusieurs façons, que ce soient la dépression économique qui en est la conséquence directe ou les 100 000 personnes déplacées fuyant la zone frontalière pour échapper aux bombardements.

- 4 -

Vous ne sercz donc pas surpris, Monsieur le Premier Ministre, si je me permets d'intervenir auprès de Vous pour Vous demander que le Gouvernement belge continue à apporter son soutien si précieux et si utile à la cause du peuple rwandais qui malgré toutes les adversités et le traumatisme affreux de la guerre continue tous les jours à avancer: ne serait-ce qu'un petit peu dans la voix du progrès: qu'il s'agisse de la démocratie dont les nouvelles conquêtes peuvent être considérées en tous points comme remarquables, ou de la gestion de l'économie; à aucun moment, par exemple, les services publics, ou l'approvisionnement du pays, n'ont été interrompus; tout continue de fonctionner partout dans le pays d'une manière appréciable, malgré l'appauvrissement généralisé de la population, autre conséquence immédiate de cette guerre.

Si l'agresseur avait eu, comme il le prétendait, des visées démocratiques, l'ouverture politique, une réalité depuis bientôt une année, lui aurait permis de remplacer la lutte armée par la participation à l'enjeu démocratique bien compris.

Etant convaincu que Votre Gouvernement est particulièrement bien placé, comme il l'a démontré tant de fois déjà, pour faire avancer la cause de la paix dans la région, je Vous prie de continuer à nous aider à sortir de l'impasse de la guerre, en convainquant les partenaires occidentaux de la Belgique d'accentuer les pressions sur l'Ouganda, et d'intervenir auprès des Responsables des Institutions de Bretton Woods, pour qu'ils n'abandonnent pas mon pays au moment où il y a peut-être une lueur d'espoir que la guerre prenne fin et où tout affaiblissement du Rwanda ne pourrait que retarder cette fin.

Par ce message que je confie à mon ancien Premier Ministre, le Docteur Sylvestre NSANZIMANA, qui jouit de ma confiance totale, je tiens à Vous exprimer, au nom du peuple rwandais et en mon nom personnel, notre profonde reconnaissance pour l'appui moral et matériel que Vous-même et le gouvernement belge ne cessez d'accorder à mon pays.

En Vous transmettant le présent message, mon Envoyé Vous dira de vive voix les sentiments de gratitude que nourrit le peuple rwandais à l'endroit du peuple belge pour l'appui ferme dont le Rwanda bénéficie de la part du Royaume de Belgique.

C'est dans cet esprit que je Vous remercie d'avance de la sollicitude dont bénéficiera de Votre part le porteur de ce message, qui sera particulièrement attentif aux conseils que Vous pourriez lui donner et aux possibilités d'appuis diplomatiques, démocratiques et économiques que Vous lui présenterez.

Afin de renforcer l'image de mon pays dans l'opinion publique européenne, de rétablir la vérité concernant l'agression scandaleuse dont il fait l'objet depuis le mois d'octobre 1990, et de raviver le soutien de certains des pays amis en faveur du Rwanda, je prévois me rendre en Europe dans les semaines qui viennent. Je Vous saurais infiniment gré si Vous pouviez me faire savoir si Votre emploi du temps permettra, le cas échéant, de me recevoir.

Permettez-moi, Monsieur le Premier Ministre, de Vous renouveler mes vœux les plus chaleureux de réussite, de bonheur et de prospérité que je formule pour Vous-même, Votre famille, ainsi que pour tout le peuple belge.

Je Vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma plus haute considération et de mes sentiments les meilleurs.

  
HABYARIMANA Juvénal

Général-Major

Président de la République.